



## **Communiqué de presse**

La crise sanitaire actuelle rappelle la nécessité du service public. Concernant l'Administration des Finances Publiques, elle assure des missions souvent méconnues et pourtant essentielles au fonctionnement de l'État et des collectivités locales.

Pendant cette période inédite à plus d'un titre, les personnels de la DGFIP ont accompagné et soutenu les collectivités locales et établissements publics de santé. Ils ont aussi participé au soutien des entreprises par une gestion réactive des remboursements de crédits de TVA et du fonds national de solidarité.

A l'heure actuelle, en pleine reprise de l'épidémie et comme si de rien n'était, les responsables politiques et administratifs réenclenchent leurs projets de démantèlement de la DGFIP, initiés au printemps 2019.

Ainsi, à l'horizon 2022, 4900 emplois et plus de 1000 centres des finances devraient être supprimés.

En 2021, la Direction des Finances publiques du Finistère envisage toujours de fermer les Trésoreries de Plabennec, Lesneven, Saint Renan, Daoulas, Pont Croix, Saint Pol de Léon et de procéder aux restructurations des services impôts des particuliers et des professionnels de Brest et de plusieurs services fonciers départementaux.

Ce premier pan d'un démantèlement sur trois ans vise aussi à orienter la population vers une administration numérique, excluant les usagers les plus fragiles.

En 2019, de nombreux conseils municipaux ne s'y étaient d'ailleurs pas trompés en prenant des délibérations pour le maintien et la préservation des services des Finances publiques dans le département du Finistère.

Pour l'intersyndicale FO-Solidaires-CGT-CFDT, ces projets engagés au printemps 2019 doivent être retirés.

Brest le 12 octobre 2020.